



Extrême droite et handicap : vers un recul des droits inévitable ?

Marta PINTO

Analyse Esenca 2024



Éditrice responsable : Ouiam MESSAOUDI

Siège social : rue Saint-Jean, 32-38 - 1000 Bruxelles

Accès public : place Saint-Jean, 1 - 1000 Bruxelles • **Contact Center** : 02 515 19 19

Numéro d'entreprise : 0416 539 873 • **RPM** : Bruxelles • **IBAN** : BE81 8778 0287 0124

Tél : 02 515 02 65 • esenca@solidaris.be • www.esenca.be



Avec le soutien de :



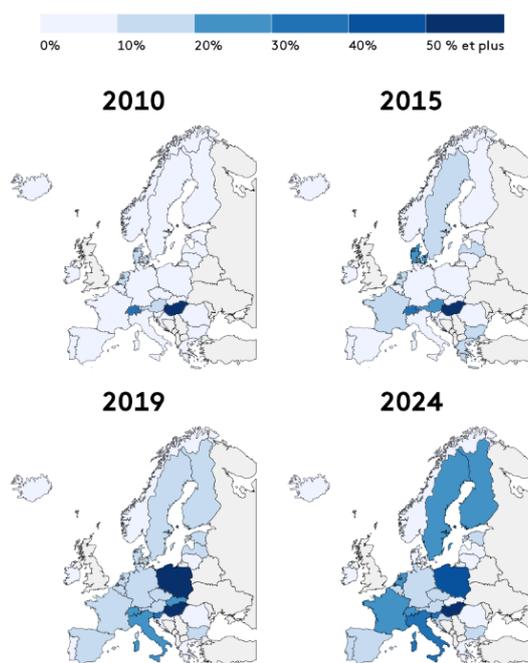
FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



Introduction

La montée de l'extrême droite constitue l'une des tendances politiques les plus préoccupantes de nos jours. Les élections européennes de 2019 ont été marquées par une poussée des partis d'extrême droite, nationalistes et populistes à travers l'Union européenne (UE)¹. Le groupe politique européen d'extrême droite Identité et Démocratie a obtenu 73 sièges au Parlement européen, soit 10 % des sièges². Depuis, cette tendance continue d'augmenter : le Fidesz en Hongrie, la Ligue du Nord et Fratelli d'Italia (FdI) en Italie, le Droit et Justice (PiS) en Pologne, le Rassemblement National (RN) en France, le Chega au Portugal, le PVV au Pays-Bas, le Vox en Espagne, la Liberté en Autriche, l'Alternative en Allemagne, le Revival en Bulgarie et les Démocrates en Suède.

Evolution des scores de l'extrême droite aux législatives des pays européens depuis 2010



Source : France TV Info, <https://tinyurl.com/yc7ktaww>

En Belgique, le Vlaams Belang (VB) a connu un succès électoral notable en 2019, doublant son nombre de sièges au Parlement européen et en obtenant 18,5 % des voix aux élections fédérales³. En mars 2024, il était en tête des sondages⁴ avec près de 24 % des intentions de vote au nord du pays. Le parti d'extrême droite wallonne, « Chez Nous », est le plus influent

¹ Statista. (2024). *Elections européennes : quels pays ont voté d'extrême droite ?* <https://tinyurl.com/2pyk4smb>, consulté le 20/03/2024

² Parlement européen. *Résultats des élections européennes 2024*. <https://tinyurl.com/ywvak68k>, consulté le 08/04/2024

³ Bruxelles-J. (2024). *Qu'est-ce qu'une idéologie d'extrême droite ?* <https://tinyurl.com/p2ddb5m>, consulté le 20/03/2024

⁴ Genovese, V., De Kerchove, Y. (2024). *Un parti séparatiste d'extrême droite en tête des sondages électoraux en Belgique*. Euronews. <https://tinyurl.com/44y73a4j>, consulté le 03/04/2024

en Belgique francophone avec un grand impact observé sur les réseaux sociaux⁵ chez les jeunes. Ces partis se concentrent principalement sur leur région et promeuvent le nationalisme régional⁶, ainsi que des politiques anti-immigration. Même si un « cordon sanitaire⁷ » a bien été instauré dans le contexte politique belge autour du Vlaams Blok (maintenant Vlaams Belang), celui-ci n'a pas empêché la montée de l'extrême droite dans les sondages et les votes.

Ce scénario révèle une tendance inquiétante en Belgique et en Europe vers des politiques caractérisées par des discours nationalistes, xénophobes et racistes. Ces discours tendent à marginaliser les groupes minoritaires et à remettre en question les principes d'inclusion et de protection des droits fondamentaux. Dans ce contexte, le principe de Standstill⁸ pourrait être crucial pour protéger le recul des droits contre toute mesure discriminatoire.

La montée de l'extrême droite soulève des préoccupations particulières, notamment en ce qui concerne ses implications pour les droits des personnes en situation de handicap. L'extrême droite mène souvent des politiques d'austérité et de réduction des dépenses sociales, ce qui a un impact indéniablement négatif sur la qualité de vie et l'autonomie des personnes en situation de handicap. Alors que ces personnes sont déjà confrontées à des obstacles sociaux, économiques, politiques et de santé, la montée de l'extrême droite peut exacerber leur marginalisation et compromettre leurs droits fondamentaux.

Cette analyse examine l'impact de la montée de l'extrême droite ainsi que ses discours et politiques sur les droits des personnes en situation de handicap.

L'extrême droite : un opportunisme électoral

L'extrême droite continue à gagner du terrain en Europe et en Belgique. Elle s'alimente souvent de l'exploitation des craintes, des crises socio-économiques, des frustrations et du mécontentement de la population envers les politiques traditionnelles.

Ce mécontentement peut être lié à plusieurs facteurs, y compris le sentiment de marginalisation et de désillusion parmi certaines parties de la population. Les personnes en situation de handicap peuvent se sentir particulièrement exclues du processus politique en raison de divers obstacles, notamment l'accessibilité des bureaux de vote, le manque de représentation politique et le sentiment de ne pas être entendues par les décideurs politiques. Ce sentiment de marginalisation et de trahison peut conduire à un

⁵ L'Echo (2024). *Le parti d'extrême droite Chez Nous très influent sur les réseaux sociaux*. <https://tinyurl.com/ystkspcr>, consulté le 03/04/2024

⁶ En Belgique ce concept se réfère à la promotion de l'identité culturelle, politique et sociale spécifique à chaque région, notamment la Flandre, la Wallonie et Bruxelles. Ce type de nationalisme cherche à accroître l'autonomie ou même l'indépendance de ces régions au sein de l'État belge.

⁷ Le « cordon sanitaire » est un « accord politique conclu entre partis démocratiques flamands pour empêcher toute participation au pouvoir de partis d'extrême droite. ». Source : CRISP. (2024). *Cordon sanitaire*. <https://tinyurl.com/muthxdmj>, consulté le 03/04/2024

⁸ « Ce concept permet de s'assurer que les autorités ne font pas reculer la garantie des droits des citoyens par rapport à de précédentes décisions, par la mise en place notamment de nouveaux textes de loi. ». Source : Dohet, I. (2019). *La loi, toujours au service du citoyen ? Le cas de l'arrêt du gouvernement Wallon qui modifie certaines dispositions relatives à l'aide individuelle à l'intégration*. Esenca, page 3. <https://tinyurl.com/yc8r68av>, consulté le 03/04/2024

désengagement du milieu électoral ou alors au vote pour un parti qui offre des solutions simplistes à des problèmes complexes, comme celui de l'extrême droite⁹.

Les prochaines élections européennes, fédérales et régionales approchent, dans un contexte politique de plus en plus complexe marqué par la montée de l'extrême droite et de mouvements populistes créant une atmosphère qui expose les communautés les plus vulnérables à un risque encore plus grand de voir leurs droits les plus essentiels mis en danger et leur qualité de vie détériorée.

Qu'est-ce que l'extrême droite ?

L'extrême droite est un terme utilisé pour décrire un ensemble de mouvements, d'idéologies et de partis politiques qui varient selon les contextes nationaux et les époques, mais qui partagent certaines caractéristiques. Pour le politologue Benjamin Biard, les trois caractéristiques de l'extrême droite en Europe occidentale sont : « **le rejet de l'immigration, voire la xénophobie ; un projet autoritaire en matière de sécurité intérieure ; une rhétorique antisystème et hostile aux partis politiques traditionnels.** »¹⁰ En tenant compte de ces caractéristiques communes, l'extrême droite pourrait être définie comme une :

« Famille idéologique de partis, mouvements et groupuscules hétérogènes, mais qui ont en commun une critique radicale de la démocratie au nom d'une idéologie autoritaire, raciste et nationaliste tendant à exclure une partie des individus de la nation et/ou de la citoyenneté. »¹¹

Des discours stigmatisants et discriminatoires

L'extrême droite en Europe promeut souvent un **nationalisme radical**, basé sur une idée de supériorité de la nation et de sa culture par rapport aux autres. Cela peut inclure la défense de l'identité nationale, de la langue, de la culture, de l'histoire et des traditions nationales contre ce que ce courant de pensée identifie comme des menaces extérieures. En Belgique, cela peut prendre la forme d'une défense de l'identité flamande ou wallonne contre ce qui est perçu comme une menace extérieure. Souvent, les personnes migrantes, réfugiées, les minorités raciales, ethniques et religieuses sont vues comme une menace pour l'identité nationale, la sécurité et l'économie du pays. Par exemple, dans son programme électoral 2024, le Vlaams Belang ¹² présente les personnes migrantes¹³ comme une menace

⁹ Behague, J. (2023). *La gangrène de l'extrême droite dans le milieu du handicap*. Le Club de Mediapart. <https://tinyurl.com/bddmx6z3>, consulté le 08/05/2024

¹⁰ Biard, B. (2019). *L'extrême droite en Europe occidentale (2004-2019)*. Cairn.info. <https://tinyurl.com/53uiftbf>, consulté le 03/04/2024

¹¹ Le Monde diplomatique. *Extrême droite*. <https://tinyurl.com/je8yvw5y>, consulté le 20/03/2024

¹² Vlaams Belang. (2024). *Vlaanderen weer van ons: Verkiezingsprogramma*. <https://tinyurl.com/45p4sfkd>, consulté le 04/04/2024

¹³ Une personne migrante est une personne qui s'installe durablement dans un pays qui n'est pas celui dont elle est originaire. Le terme de « migrant » est l'un des termes les plus génériques et englobants. Il s'agit d'un mot, un adjectif, qui décrit uniquement ce processus de déménagement, et ne correspond à aucun statut juridique. On parle de migrant quel que soit le statut de la personne, son niveau d'éducation, sa richesse, ou la raison qui la pousse à migrer, qu'elle soit économique, personnelle, familiale, sécuritaire, politique, climatique...

pour les ressources du gouvernement, notamment en ce qui concerne les coûts économiques, la sécurité, l'éducation, le logement et les services sociaux. Ceci peut générer des discours d'**anti-immigration, anti-Islam** ou encore alimenter des sentiments de **xénophobie** fréquemment utilisés par l'extrême droite pour mobiliser son électorat. Ces discours créent des divisions au sein de la société en générant la haine, la peur et la méfiance envers certaines communautés allant jusqu'à, dans certains cas, user de la violence. En 2021, 64 personnes ont été arrêtées dans neuf États membres de l'Union européenne pour des projets d'attentats terroristes affiliés à l'extrême droite¹⁴.

Les idéologies de **supériorité** promue par l'extrême droite peuvent se traduire par des **discours racistes et discriminatoires** envers des groupes et personnes qui sont aperçus comme « différentes »¹⁵. Ces idéologies présentent un danger pour la diversité et l'inclusion parce qu'elles excluent celles et ceux qui ne correspondent pas à la vision, souvent homogène, de la société promue par l'extrême droite. De plus, cela renforce les préjugés et les stéréotypes. Par extension, ces idéologies qui remettent en question les valeurs telles que la diversité, les droits fondamentaux et l'égalité des chances mettent en péril les sociétés démocratiques. Plus concrètement, elles sont aussi une menace pour d'autres groupes marginalisés tels que les personnes en situation de handicap, les personnes LGBTQIA+, les femmes ou encore les personnes en situation de pauvreté.

Les discours de l'extrême droite conduisent à la violation des droits fondamentaux de ces groupes, tels que le droit à l'égalité et à la non-discrimination. Ils représentent une menace sérieuse pour la démocratie en reculant les principes de solidarité, de diversité et d'égalité. Il est essentiel de s'opposer fermement à ces discours, de promouvoir des valeurs de respect mutuel et de diversité pour garantir les droits fondamentaux de tous les individus, quel que soit leur origine, leur religion, leur orientation sexuelle, leur statut socio-économique ou leur handicap et maladie.

Les médias ont un rôle crucial à jouer dans la lutte contre les discours discriminatoires de l'extrême droite. Ils ont la responsabilité de dénoncer ouvertement ce type de discours et de fournir des informations précises, sans généralisations et sans stéréotypes.

Malheureusement, les médias capitalisent encore beaucoup sur la propagation de ces

Le terme migrant fait donc référence à une mobilité internationale, sans en préciser la cause ni qualifier en droit le statut de la personne dans le pays de destination. Source : Oxfam France. (2021). *Comprendre les termes liés aux migrations*. <https://tinyurl.com/2833ndm3>, consulté le 17/04/2024

Source : <https://www.oxfamfrance.org/migrations/migrants-refugies-definitions-et-enjeux/>

La Cimade préfère employer les termes de « personnes migrantes », « personnes en migration » ou celui de « personne », plutôt que le terme unique de « migrant ». Ce dernier efface une multitude d'individualités et de diversité de vécu et colle une identité indélébile liée au mouvement, qui ne reflète pas la réalité ou la volonté des personnes sur l'ensemble de leur parcours de vie. De plus, La Cimade utilise une écriture inclusive, afin de prendre en considération la personne quelle que soit son identité de genre (masculine, féminine et autres).

Source : La Cimade. *Pourquoi les migrants quittent-leur pays ?* <https://tinyurl.com/54ea9bda>, consulté le 17/04/2024

¹⁴ France (29), Italie (18), Finlande (5), Belgique (3), Allemagne (3), Espagne (3), Irlande (1), Pays-Bas (1) et Suède (1). Source : Europol. (2022) *Terrorism situation and trend report 2022*. <https://tinyurl.com/33jazdtu>, consulté le 08/04/2024

¹⁵ Vierendeel, F. (2021). *Etude : Extrême droite et atteintes à la démocratie : pour un réveil politique et citoyen*. Soralia. <https://tinyurl.com/2p9mham6>, consulté le 03/04/2024

discours, et pas assez sur leur déconstruction. C'est souvent la presse associative qui remplit ce rôle, tout comme les campagnes de sensibilisation, les activités d'éducation permanente, etc.

Des politiques qui menacent les droits fondamentaux

Comme souligné ci-dessus, les partis et mouvements d'extrême droite abordent souvent les mêmes thèmes qui se traduisent par des politiques conservatrices et qui restreignent les droits fondamentaux. Il est crucial de reconnaître la réalité inquiétante des politiques proposées par les partis d'extrême droite, car elles ne se limitent pas aux discours incendiaires, mais se manifestent dans des actions concrètes qui affectent directement les personnes en situation de handicap. **Voyons quelques exemples et leur impact sur les droits des personnes en situation de handicap.**

Restriction des droits des personnes en situation de handicap migrantes et réfugiées.

Les politiques de l'extrême droite se caractérisent souvent par une hostilité envers les personnes de minorités ethniques, migrantes et réfugiées. Comme l'indiquent les programmes électoraux du Vlaams Belang¹⁶ et de Chez Nous¹⁷, ces politiques gérées par le principe de préférence nationale peuvent conduire à des discriminations flagrantes et à des mesures plus strictes en matière d'asile et à la réduction des droits des personnes d'origine étrangère ou issues de minorités ethniques. Cela peut inclure des politiques de détention prolongée, des expulsions plus fréquentes et des obstacles accrus à l'inclusion. Par exemple, la proposition du Vlaams Belang en 2014¹⁸ pour l'extension des centres fermés pour les personnes en séjour illégal a été reprise dans un gouvernement qui n'était pas d'extrême droite. Ceci montre que l'extrême droite peut exercer une influence significative sur les politiques migratoires même sans être au pouvoir¹⁹. Leur capacité à produire des débats publics et à mobiliser leur base électorale incite les partis centristes à adopter des positions plus dures sur l'immigration afin de contrer la montée de l'extrême droite.

L'impact de telles politiques sur les personnes en situation de handicap issues de minorités ethniques ou d'origine étrangère peut être profond et avoir des conséquences graves. Déjà confrontées aux défis liés à leur handicap, elles feraient également face à des obstacles supplémentaires en raison de leur nationalité ou ethnie. Cela peut avoir des conséquences dévastatrices sur leur accès aux services essentiels, à l'éducation, à l'emploi ou à la participation sociale ainsi qu'aux protections dont elles ont besoin, ce qui peut aggraver leur marginalisation et leur exclusion sociale.

La menace posée par l'extrême droite va bien au-delà des discours populistes et xénophobes. Elle se concrétise dans des politiques discriminatoires qui menacent les principes de la démocratie et des droits fondamentaux. Nous devons rester vigilants et engagés dans la

¹⁶ Agence Belga. (2024). Réuni en congrès, le Vlaams Belang veut plus de Flandre et moins d'immigration. RTL Info. <https://tinyurl.com/28spkeam>, consulté le 08/04/2024

¹⁷ Chez Nous. (2024). 2024 Programme complet. <https://tinyurl.com/bdhhkitf>, consulté le 09/04/2024

¹⁸ Deswaef, A. (2015). 2014, l'année où les droits ont craqué. La Revue Nouvelle. Numéro 2-15. <https://tinyurl.com/y24eaw4u>, consulté le 08/04/2024

¹⁹ La Lasagne Politique. (2023). Extrême droite en Europe : un état des lieux s'impose. YouTube. <https://tinyurl.com/2s3h8r5n>, consulté le 21/03/2024

défense des valeurs d'inclusion, de respect et de solidarité, en refusant de céder aux tentatives de division et de stigmatisation des personnes les plus vulnérables de notre société.

Recul des droits des femmes en situation de handicap

L'extrême droite pose également une menace sérieuse pour les droits des femmes en limitant leur autonomie et leur émancipation²⁰, les confinant à un rôle restreint d'épouse et de mère sous un contrôle total de l'État. En adoptant des politiques qui réduisent l'autonomie des femmes dans des domaines tels que le choix reproductif, ces idéologies restreignent également la liberté des femmes en situation de handicap de prendre des décisions importantes concernant leur propre corps et leur vie.

Les politiques antiavortement mises en place par les gouvernements d'extrême droite, comme celles observées en Pologne et en Hongrie²¹ font reculer les droits des femmes, y compris celles en situation de handicap. En limitant l'accès à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), ces politiques compromettent la santé et le bien-être des femmes en les privant de leur droit à disposer librement de leurs corps.

Pour les femmes en situation de handicap, les conséquences de telles politiques restrictives peuvent être encore plus graves. Par exemple, ces femmes peuvent également être victimes des pratiques de stérilisation forcée²². Historiquement, les régimes fascistes et nazis pratiquaient la stérilisation forcée des personnes considérées comme « indésirables » et des femmes considérées comme « indignes » de la maternité, y compris celles en situation de handicap. Malheureusement, comme l'indique le rapport d'EDF, la stérilisation forcée des femmes en situation de handicap est toujours pratiquée dans plusieurs pays de l'Union européenne²³. Par exemple, en Belgique, les femmes en situation de handicap, surtout celles qui ont une déficience intellectuelle, sont encore parfois confrontées à la stérilisation forcée. Selon des rapports des associations, dans au moins 3 états membres de l'UE (Belgique, France et Hongrie), le recours à la contraception ou à la stérilisation peut être une condition d'admission en institution²⁴. Telles pratiques sont une forme de violence et une atteinte aux droits humains qui affaiblissent les principes de la dignité humaine et de l'autonomie. Comme l'indique l'étude d'Esenca²⁵, le risque de violences et abus envers les femmes en situation de handicap est déjà existant et vient souvent du milieu familial, institutionnel ou médical.

En avril 2024, l'Union européenne a adopté sa première loi²⁶ de lutte contre les violences envers les femmes, incluant la stérilisation forcée comme un acte criminel, dans le but d'abolir cette pratique. Avec la montée de l'extrême droite au sein du Parlement européen,

²⁰ Soralia. (2006). *Femmes & extrême droite*. <https://tinyurl.com/5n8vym7a>, consulté le 08/04/2024

²¹ 20 Minutes. (2023). *Malte, Espagne, Hongrie... Le point sur le droit à l'IVG en Europe*. <https://tinyurl.com/5785av5x>, consulté le 08/04/2024

²² La stérilisation forcée implique une intervention chirurgicale pratiquée sans le consentement de la femme pour l'empêcher de tomber enceinte.

²³ EDF. (2022). *Forced sterilisation of persons with disabilities in the European Union*. <https://tinyurl.com/b942unza>, consulté le 08/05/2024

²⁴ Ibid., consulté le 08/05/2024

²⁵ Paulus, M. (2020). *Etude : Femme et handicap : une double discrimination violente*. Esenca. <https://tinyurl.com/k7mpsw5c>, consulté le 23/05/2024

²⁶ Parlement Européen. (2024). *Directive du Parlement européen et du Conseil sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique*. <https://tinyurl.com/5n6t5vua>, consulté le 08/05/2024

ces avancements législatifs pourraient être mis en cause, produisant un recul des droits des femmes. Il est donc essentiel de garantir le principe de Standstill et de non-discrimination pour protéger l'augmentation de toute mesure discriminatoire basée sur des discours qui renforcent les stéréotypes négatifs sur les capacités des femmes en situation de handicap à être mères et à prendre des décisions concernant leur reproduction et sexualité.

L'éducation inclusive remise en question

L'éducation inclusive est un droit fondamental reconnu par la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées²⁷. Elle a comme but de créer un environnement éducatif où tous les enfants, quel que soit leur capacité ou leur handicap, peuvent apprendre ensemble dans le même environnement scolaire²⁸. Cela demande des pratiques pédagogiques adaptées et d'ajustements raisonnables pour répondre aux besoins de chaque élève. Cependant, pour certains enfants l'école spécialisée reste toujours indispensable (par exemple, ceux présentant des besoins éducatifs spéciaux complexes ou en situation de handicap sévère).

Pourtant, malgré la reconnaissance de l'éducation inclusive comme un droit fondamental, certains partis d'extrême droite remettent en question ce droit. En Belgique, le Vlaams Belang²⁹ propose des tests de langue obligatoires pour les élèves non néerlandophones et des classes intensives pour les nouveaux arrivants. Cette politique pourrait poser des défis et obstacles supplémentaires aux enfants en situation de handicap, notamment ceux avec des troubles d'apprentissage ou des handicaps cognitifs, qui peuvent avoir des difficultés accrues avec les tests standardisés et les environnements d'apprentissage intensifs. Une approche inclusive nécessiterait des adaptations pédagogiques pour ces enfants afin qu'ils puissent y participer d'une manière équitable. Malgré ces adaptations, des mesures comme celle-ci nous semblent inadéquates et permettraient difficilement une égalité d'accès à l'école.

D'autres partis d'extrême droite défendent des politiques d'éducation séparée. En France, le président du parti Reconquête, Éric Zemmour s'oppose aux politiques d'inclusion (vues comme une « obsession³⁰ ») des élèves en situation de handicap dans le système scolaire ordinaire français et prône l'enseignement spécialisé pour ces élèves. De même, un discours identique a été évoqué par l'un des dirigeants de l'extrême droite allemande AfD critiquant vivement les politiques d'inclusion des élèves en situation de handicap dans les écoles³¹, les considérant comme fondées sur des idéologies nuisibles. Il propose donc d'abandonner ces politiques si son parti accède au gouvernement, ce qui peut avoir des conséquences très

²⁷ Nations Unies. (2006). *Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif*. <https://tinyurl.com/5e8abpt7>, consulté le 08/04/2024

²⁸ Paulus, M. (2018). *L'école inclusive - la solution ultime ?* – Analyse. Esenca. <https://tinyurl.com/2cfbwndz>, consulté le 22/04/2024

²⁹ Vlaams Belang. (2024). *Vlaanderen weer van ons: Verkiezingsprogramma*. <https://tinyurl.com/45p4sfkd>, consulté le 15/05/2024

³⁰ Terrier, M. (2022). *Zemmour indigne après ses propos sur les enfants handicapés, il s'explique*. Huffingtonpost. <https://tinyurl.com/yc7zwct3>, consulté le 22/04/2024

³¹ Courrier International. (2023). *Intolérance. Pour l'extrême droite allemande, l'éducation inclusive "freine les performances des écoles"*. <https://tinyurl.com/y55ufvkn>, consulté le 08/04/2024

graves sur la vie quotidienne des personnes en situation de handicap. Cela peut renforcer leur exclusion et les barrières sociales qu'elles rencontrent. De plus, ces actions vont à l'encontre des principes énoncés dans l'article 24 de la Convention des Nations Unies, qui garantit leur droit à une éducation inclusive. Une éducation inadéquate ou inaccessible a des conséquences dramatiques tout au long du parcours de vie, limitant les perspectives d'emploi, d'autonomie, de santé et de participation à la vie sociale et économique des personnes en situation de handicap.

Inégalités exacerbées

Les partis d'extrême droite promeuvent des politiques d'austérité, ce qui entraîne souvent la réduction des dépenses publiques et les budgets alloués aux programmes sociaux, notamment en lien avec les aides, allocations, compensations, etc. aux personnes en situation de handicap. Ces coupes budgétaires peuvent par exemple affecter les allocations financières, les services de santé, les programmes d'emploi et d'éducation spécialisée. Par exemple, le gouvernement italien de l'extrême droite supprime progressivement son système de revenu de base remplacé par un nouveau système basé sur la stimulation de l'emploi³².

Dans l'ensemble, ces politiques qui réduisent les financements des programmes sociaux ont un impact significatif sur la qualité de vie des personnes les plus fragilisées, y compris celles qui sont en situation de handicap. En voici quelques exemples.

L'extrême droite favorise la privatisation des services publics³³, ce qui peut conduire à une diminution de la qualité et de l'accessibilité des services, car les entreprises privées sont souvent motivées par le profit et peuvent ne pas prioriser les besoins des personnes en situation de handicap. En favorisant la privatisation des services publics, ces partis peuvent réduire l'accès aux services sociaux et de santé pour les personnes en situation de handicap, les exposant à des coûts supplémentaires ou à une qualité de service plus faible. Cela pourrait également augmenter le non-recours aux droits et l'accès à l'information.

Les partis politiques d'extrême droite en Belgique ont pour principe d'appliquer en priorité les aides sociales aux Belges³⁴. Ceci peut avoir un sérieux impact sur les personnes en situation de handicap de nationalité étrangère, en réduisant leur soutien financier et en compromettant leur accès à des services essentiels. Il est important que les aides sociales soient inclusives et accessibles aux personnes en situation de handicap indépendamment de leur nationalité.

La fin des subsides et la dissolution des organisations de défense des droits humains sont des propositions concrètes des programmes de l'extrême droite belge, notamment le parti

³² Ellena, S. (2023). *Le nouveau régime italien de lutte contre la pauvreté suscite des inquiétudes à Bruxelles*. Euractiv. <https://tinyurl.com/3t25xnn4>, consulté le 08/04/2024

³³ CGT. (2023). *10 points sur lesquels l'extrême droite relève de l'imposture sociale*. <https://tinyurl.com/3kfx5tjk>, consulté le 13/05/2024

³⁴ Starquit, O. (2023). *L'extrême droite en Belgique et en Europe : une menace permanente qu'il ne faut pas sous-estimer*. DisCRI ASBL. <https://tinyurl.com/4m7p2rxc>, consulté le 13/05/2024

Vlaams Belang³⁵ et le parti Chez Nous³⁶. De même, le gouvernement hongrois d'extrême droite attaque les organisations qui dénoncent les violations des droits humains³⁷. Ces mesures affaiblissent la capacité de ces organisations à plaider en faveur de politiques et de programmes qui bénéficient aux personnes en situation de handicap et à promouvoir leur inclusion. Ces organisations doivent être protégées contre les mesures répressives et leur travail de plaidoyer et de sensibilisation soutenu pour améliorer les politiques et les programmes en faveur des personnes en situation de handicap. Le rôle des corps intermédiaires comme les associations doit être défendu alors que de nombreux indicateurs nous démontrent que certains partis d'extrême droite, mais aussi de droite cherchent à les fragiliser (suppression de rôles des mutuelles voire des mutuelles elles-mêmes, sous-financement structurel des associations, etc.).

Conclusion

La montée de l'extrême droite en Belgique et dans l'Union européenne est un signal alarmant pour la démocratie et ses principes fondamentaux. Le risque du recul des droits des personnes en situation de handicap face à cette tendance politique est une préoccupation majeure. Ces mouvements politiques, caractérisés par des discours nationalistes, xénophobes et discriminatoires, menacent les progrès réalisés en matière de respect des droits fondamentaux et de promotion de l'inclusion sociale.

Les politiques prônées par l'extrême droite risquent d'exacerber la marginalisation et l'exclusion des personnes en situation de handicap. L'austérité budgétaire et la fragilisation des services sociaux risquent de diminuer la qualité et l'accessibilité des services essentiels pour les personnes en situation de handicap. Les politiques restrictives en matière de droits reproductifs et de santé sexuelle limitent l'autonomie et la dignité des femmes en situation de handicap. Les avancées récentes, comme la loi européenne contre les violences faites aux femmes, incluant la stérilisation forcée comme un acte criminel, pourraient être remises en cause, réduisant les protections juridiques disponibles. La remise en question de l'éducation inclusive par certains partis d'extrême droite et les politiques restrictives dans les écoles peut conduire à un recul dans la mise en œuvre de politiques visant à garantir un accès équitable à l'éducation pour tous les enfants, y compris ceux en situation de handicap. En promouvant des politiques d'éducation séparées ou en restreignant l'accès aux aménagements raisonnables, ces mouvements politiques risquent d'entraver le développement et l'inclusion des enfants en situation de handicap. De plus, les discours stigmatisants et discriminatoires propagés par l'extrême droite alimentent un climat de peur et de méfiance envers les personnes considérées comme « différentes ». Cela peut entraîner une augmentation des cas de discrimination, de harcèlement et de violence envers les personnes en situation de handicap, compromettant ainsi leur sécurité, leur bien-être et une cohésion sociale optimale.

³⁵ Vlaams Belang. (2024). *Vlaanderen weer van ons: Verkiezingsprogramma*. <https://tinyurl.com/45p4sfkd>, consulté le 13/05/2024

³⁶ Chez Nous. (2024). *2024 Programme complet*. <https://tinyurl.com/bdhhkitf>, consulté le 13/05/2024

³⁷ Amnesty International France. (2017). *La Hongrie attaque la société civile*. <https://tinyurl.com/3vmnu494>, consulté le 13/05/2024

Il est crucial de rester vigilant face à ces menaces qui ne doivent pas inverser les progrès réalisés en matière de droits et d'inclusion des personnes en situation de handicap. Face à ces défis, il est impératif que les gouvernements, la société civile et les médias s'opposent fermement à ces tendances, en promouvant des valeurs d'inclusion, de solidarité et de respect pour toutes et tous. Les coalitions entre différents acteurs de la société sont essentielles pour contrer efficacement les discours et les politiques discriminatoires. Le vote est fondamental pour combattre cette tendance et promouvoir la construction d'une société inclusive, accessible et solidaire. Seule une réponse collective et engagée peut protéger et défendre les principes démocratiques contre les menaces de l'extrême droite. Esenca suivra attentivement l'évolution de la situation après les prochaines élections pour garantir que les droits des personnes en situation de handicap soient protégés et renforcés.

Pour citer cette production

PINTO, Marta (2024). « Extrême droite et handicap : vers un recul des droits inévitable ? », Analyse Éducation Permanente, Esenca.
URL : www.Esenca.be

Esenca

Esenca - anciennement ASPH, Association Socialiste de la Personne Handicapée – défend toutes les personnes en situation de handicap, atteintes de maladie grave, chronique ou invalidante.

Véritable syndicat des personnes en situation de handicap depuis plus de 100 ans, Esenca agit concrètement pour **faire valoir les droits de ces personnes** : lobbying politique, lutte contre toutes formes de discriminations, campagnes de sensibilisations, services d'aide et d'écoute, apport et partage d'expertise pour construire une société toujours plus inclusive, etc.

Nos missions, services et actions

- Conseiller, accompagner et défendre les personnes en situation de handicap, leur famille et leur entourage
- Militer pour plus de justice sociale
- Informer et sensibiliser le plus largement possible sur les handicaps et les maladies graves et invalidantes
- Informer le public sur toutes les matières qui le concernent
- Promouvoir l'accessibilité et l'inclusion dans tous les domaines de la vie
- Lobbying et plaidoyer politique via de nombreux mandats

Un contact center

Pour toute question sur le handicap ou les maladies graves et invalidantes, composez le **02 515 19 19** du lundi au vendredi de 8h à 12h. Il s'agit d'un service gratuit et ouvert à toutes et tous.

Handy droit®

Service de défense en justice auprès des juridictions du Tribunal du Travail. Handy droit® est compétent pour les matières liées aux allocations aux personnes handicapées, aux allocations familiales majorées, aux reconnaissances médicales, aux décisions de remise au travail et aux interventions octroyées par les Fonds régionaux.

Handy protection

Pour toute personne en situation de handicap ou de maladie grave et invalidante, Esenca dispose d'un service technique spécialisé dans le conseil, la guidance et l'investigation dans le cadre des législations de protection de la personne en situation de handicap.

Cellule Anti-discrimination

Esenca identifie les situations de discriminations relatives au handicap et en assure le suivi : écoute, interpellations, médiation, recherche de solutions avec la personne concernée, etc.

Esenca est par ailleurs reconnu point d'appui UNIA en ce qui concerne les situations discriminantes liées au « critère protégé » du handicap. Cela veut dire qu'Esenca peut introduire un signalement directement auprès d'Unia à la demande d'une personne. Votre employeur refuse de mettre en place les aménagements de travail recommandés par votre médecin ? Votre enfant rencontre des difficultés au sein de son école pour bénéficier d'adaptations nécessaires lors des contrôles ou des examens ? Votre administration communale ne donne pas de suite favorable à votre demande d'emplacement de parking PMR ? N'hésitez pas à prendre contact avec la cellule anti-discrimination. Elle investiguera la situation et si cela s'avère nécessaire et avec votre accord, signalera la situation à UNIA. La cellule anti-discrimination peut alors vous aider à faire parvenir tous les éléments dont auront besoin les services d'Unia afin de procéder à l'analyse de votre dossier.

Handyaccessible

Notre association dispose d'un service en accessibilité compétent pour :

- Effectuer des visites de bâtiments et de sites et proposer des aménagements adaptés
- Analyser des plans et vérifier si les réglementations régionales sont respectées
- Auditer les événements et bâtiments selon les critères d'usages "Access-i" et délivrer une certification
- Proposer un suivi des travaux pour la mise en œuvre de l'accessibilité

Un travail d'information, de communication et d'interpellations

Au quotidien, Esenca communique via de nombreux canaux pour favoriser la connaissance des droits fondamentaux dont celui de l'accès à l'information, la sensibilisation et la diffusion d'informations liées au secteur du handicap : newsletter, guides et brochures, périodique Handylogue, réseaux sociaux, contribution à la presse associative, communiqués de presse, etc. Le magazine Handylogue propose par ailleurs une déclinaison de l'ensemble des articles en Facile à Lire à et Comprendre (FALC).

Notre association exerce activement de très nombreux mandats à différents niveaux de pouvoir sur l'ensemble du territoire afin de pleinement exercer le rôle d'interpellation, de veille et de participation à la construction d'une société inclusive, solidaire et accessible.

Une reconnaissance en Éducation Permanente

Dans le cadre d'une reconnaissance en Éducation Permanente, Esenca réalise chaque année de nombreuses analyses, études et recherches participatives. Celles-ci ont pour vocation d'alimenter la réflexion autour de questions en lien avec le handicap qui traversent notre société, son fonctionnement et ses évolutions. Des campagnes de sensibilisation et de communication ainsi que de nombreuses actions s'organisent également chaque année.

Un label communal : Handycity®

Handycity® est un label visant à **encourager les communes tant à Bruxelles qu'en Région wallonne qui travaillent l'inclusion des personnes en situation de handicap dans leurs différentes compétences transversales.**

Chaque initiative, petite ou grande, peut **contribuer à l'amélioration de la qualité de vie** des personnes en situation de handicap et de tout un chacun.

Dans ce processus, **Esenca s'adapte aux réalités des communes** tant qu'elles veillent à incorporer, avec un soin particulier, une dimension handicap dans les différents projets concernant l'ensemble de la population.

Handycity® est une reconnaissance du travail accompli par les communes pour leurs actions inclusives. Il est remis (ou non) **tous les 6 ans** aux communes signataires de la Charte qui ont introduit un pré-bilan à mi-mandat et leur candidature au Label.

Des formations

Les **formations** que nous proposons couvrent de **nombreux domaines** : accessibilité, législation, anti-discrimination, troubles cognitifs, rédaction en Facile À Lire et à Comprendre et sensibilisations aux handicaps.

Ces formations sont en grande partie **dispensées par les collaboratrices Esenca, expertes et passionnées par leurs métiers.** Parce que les éléments théoriques n'ont de sens qu'en lien avec votre pratique, nous vous proposons un **contenu adapté à vos réalités** et adaptons le contenu des formations à vos demandes et attentes spécifiques.

Nos **formations sont dispensées à Bruxelles et en Région wallonne.** Nous pouvons également dispenser ces formations **au sein de vos structures** et à la demande.

Esenca sur le terrain en Fédération Wallonie-Bruxelles

Esenca est une association présente sur l'ensemble du territoire de la FWB. Les entités territoriales sont les suivantes : Brabant, Brabant Wallon, Centre, Charleroi et Soignies, Liège, Luxembourg, Mons Wallonie picarde et Namur.

Contact

Tél : 02 515 02 65 • www.esenca.be • esenca@solidaris.be



POUR UNE SOCIÉTÉ INCLUSIVE, SOLIDAIRE ET ACCESSIBLE